



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

programmes

Question écrite n° 72644

Texte de la question

Mme Michèle Delaunay attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les conséquences négatives de la réforme des lycées concernant l'enseignement des sciences économiques et sociales. Cette réforme cantonne les SES à un statut optionnel « d'enseignement d'exploration » de 1 heure 30 par semaine en classe de seconde, c'est-à-dire un horaire en recul de près de 50 % de l'offre actuelle qui est déjà insuffisante (jusqu'à présent, les SES faisaient partie des options de détermination, à raison de 2 heures 30 par élève, dont une demi-heure en demi-groupe). 43 % des élèves de seconde suivent l'option SES actuellement. Le Gouvernement a déclaré plaider à travers cette réforme pour une orientation « plus ouverte », « plus progressive » et « plus juste ». Une orientation « plus ouverte » et « plus juste » devrait permettre à chaque lycéen de seconde de s'approprier les disciplines majeures de la filière qu'il sera peut-être amené à choisir. Comment procéder à un choix éclairé d'orientation en fin de seconde si la matière principale de la filière économique et sociale (ES) n'a été abordée que partiellement ? Au-delà de cette vision court-termiste liée au choix de la filière, les SES sont une discipline offrant à chacun des clés de compréhension des principaux enjeux économiques et sociaux contemporains en mobilisant les connaissances de la macroéconomie et de la microéconomie, de la sociologie et de la science politique. Les élèves travaillent ainsi sur des sujets aussi divers que la mondialisation, l'entreprise, le marché, le financement de l'économie, l'égalité des chances, la mobilité sociale, les conflits sociaux, la croissance économique, le chômage, l'organisation du travail, les évolutions de la famille, les inégalités hommes-femmes, l'intégration sociale... Cette discipline est donc essentielle à la compréhension de la société dans laquelle ils vivent et à la formation de citoyens éclairés. La relégation des SES amorcée par la réforme est d'autant plus inquiétante qu'elle entre en contradiction avec les engagements du Gouvernement, qui avait annoncé en 2008 la généralisation de leur enseignement en seconde, reconnaissant que la crise actuelle et, plus généralement, la complexité croissante des sociétés dans lesquelles nous vivons, avaient montré combien la compréhension des mécanismes économiques et sociaux était essentielle aux futurs citoyens. Elle lui demande de revenir sur le contenu de la réforme et de donner toute leur place dès la seconde aux sciences économiques et sociales en rétablissant les deux heures trente initiales d'enseignement hebdomadaire.

Texte de la réponse

La réforme du lycée a rendu obligatoire une formation économique en classe de seconde (selon les dispositions de l'arrêté du 27 janvier 2010 paru au Journal officiel de la République du 28 janvier 2010), tout en permettant à chaque élève de choisir entre deux enseignements « sciences économiques et sociales » (SES) et « principes fondamentaux de l'économie et de la gestion » (PFEG). Ces enseignements, nouveaux en classe de seconde, visent à donner à chaque élève une première approche des mécanismes fondamentaux de l'économie, à raison d'une heure et demie par semaine. Les élèves particulièrement motivés ou déjà conscients de leur orientation pourront, de surcroît, suivre à la fois les deux enseignements ; soit trois heures de formation à l'économie par semaine. Le préambule du programme d'enseignement des SES précise bien qu'il « s'agit de donner à tous les élèves, qu'ils poursuivent ou non leurs études dans les séries ES ou STG, les éléments de base d'une culture économique et sociologique indispensables à la formation de tout citoyen qui veut comprendre le

fonctionnement de l'économie et de la société dans laquelle il vit ». Il précise aussi qu'il s'agit de faire acquérir aux élèves quelques notions et raisonnements essentiels en économie et en sociologie dans la perspective d'une poursuite d'études en classes de première et terminale ES et STG et, au-delà, dans l'enseignement supérieur, principalement dans les études d'économie et gestion, droit, sciences humaines et sociales. Un double objectif qui a été pris en compte par le groupe d'experts chargés d'y travailler. Ce programme a suivi la procédure institutionnelle habituelle avant d'être publié au Bulletin officiel de l'éducation nationale (BOEN) du 29 avril 2010 ; il a été mis à la consultation de janvier à mars 2010 sous forme de projet puis réajusté pour tenir compte des observations et des propositions des enseignants et présenté au conseil supérieur de l'éducation le 31 mars 2010. Les contenus initialement proposés ont été allégés. Il a été introduit davantage de choix dans les sujets à traiter par les enseignants. La place de la sociologie a été développée ; des questions d'actualité ont été introduites (par exemple l'emploi et la relation emploi et chômage). Des notions jugées trop abstraites ont été supprimées (thème des organisations, coût marginal) et remplacées par d'autres comme pouvoir d'achat, valeur ajoutée, progrès technique. Si le thème de la famille n'est pas proposé à l'étude en seconde, c'est qu'il fait appel à l'anthropologie, science qui, pédagogiquement, prend tout son sens dans le cadre pluridisciplinaire des classes terminales ES. Le programme de la classe de première ES sera publié cet été. Il a suivi le même cheminement de concertation que celui de seconde et a reçu un avis favorable du conseil supérieur de l'éducation le 1er juillet 2010. Les SES demeurent la discipline dominante des classes de première et terminale ES. Avec l'enseignement d'exploration en seconde, un élève de la série ES, durant sa scolarité au lycée, bénéficie d'un enseignement de SES de plus de 400 heures, et de plus de 450 heures pour celui qui choisira l'enseignement de spécialité. Encore ce calcul ne tient-il pas compte du temps consacré à cette discipline dans le cadre de l'accompagnement personnalisé. Ainsi, la place des sciences économiques et sociales n'est en aucun cas remise en cause par la réforme du lycée ni, à plus forte raison, la filière ES.

Données clés

Auteur : [Mme Michèle Delaunay](#)

Circonscription : Gironde (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 72644

Rubrique : Enseignement secondaire

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 mars 2010, page 2262

Réponse publiée le : 5 octobre 2010, page 10864